

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 5 JUILLET 2016

SOMMAIRE

- 1) **Le gouvernement n'a pas honte !!**
- 2) **L'ogre énergétique**
- 3) **Confession de Michel Rocard**
- 4) **Une future rentrée à point !**
- 5) **Non ! Il va pas oser le 49-3...**
- 6) **1936, attention de ne pas la perdre...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) 1936, premiers départs en vacances, 80 ans après ?



2016, le gouvernement « socialiste » commémore le Front populaire sans complexe bien qu'il s'attaque aux conditions de travail avec la Loi El Khomri depuis plusieurs mois. Le pouvoir d'achat, préoccupation du gouvernement de 1936 n'en est pas une pour celui de 2016, alors n'oublions pas ceux qui ne partent pas en vacances... et ils sont nombreux.

Printemps 1936

Au lendemain de la victoire électorale du 3 mai 1936, la réflexion sur les « congés payés » n'est pas une priorité du Front populaire qui est surtout préoccupé par le chômage, les conditions de travail et le pouvoir d'achat des ouvriers.

Le gouvernement se met au travail, mais il faut attendre un mois avant la constitution du gouvernement de Front populaire, et un mois c'est long pour ceux et celles qui espèrent tant !

Simone Weil, jeune philosophe, le 10 juin 1936 : « Pourquoi les ouvriers n'ont-ils pas attendu la formation du nouveau gouvernement ? Il ne faut pas, à mon avis, chercher là-dessous des manœuvres machiavéliques. Nous ne devons pas non plus, nous autres, nous hâter de conclure que la classe ouvrière se méfie des partis ou du pouvoir d'État. Nous aurions, par la suite, de sérieuses désillusions. Bien sûr, il est réconfortant de constater que les ouvriers aiment encore mieux faire leurs propres affaires que de les confier au gouvernement.

Mais ce n'est pas, je crois, cet état d'esprit qui a déterminé la grève. Non. En premier lieu, on n'a pas la force d'attendre. Tous ceux qui ont souffert savent que lorsqu'on croit qu'on va être délivré d'une souffrance trop longue et trop dure, les derniers jours d'attente sont intolérables. Mais le facteur essentiel est ailleurs. Le public, et les patrons, et Léon Blum lui-même, et tous ceux qui sont étrangers à cette vie d'esclave sont incapables de comprendre ce qui a été décisif dans cette affaire. » (Grèves et joie pure, Éditions Libertalia)

Dès le 14 mai, des grèves immenses et puissantes se développent sur toute la France et dans des millions d'usines. On se parle, on fraternise, la participation citoyenne s'élargit, les cadres, des intellectuels, des artistes se mobilisent et soutiennent les grévistes :

<https://youtu.be/3I9erKf5VRA>

© F. Gourrier

Les accords de Matignon

Dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, à l'hôtel Matignon à Paris, sous la présidence de Léon Blum, sont signés les accords entre la Confédération générale du patronat français et la Confédération générale du travail : augmentation des salaires (12 %), fixation d'un salaire minimal, reconnaissance du droit syndical, contrats collectifs de travail et institution de délégués du personnel ; ils sont complétés par des lois sociales (semaine de 40 heures, congés payés, etc.). Le texte sur les congés payés sera voté le 11 juin et promulgué le 20 juin.

Le travail reprend, le jour de la paie rassure sur les accords et les 15 jours de congé payé se profilent !

Front Populaire 3: été 1936. SJE.

<https://youtu.be/DR7IYynyCDA>

© F. Gourrier

Premières vacances pour les ouvriers !

Pour le ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay : « L'homme qui travaille a besoin de se recréer pendant ses heures de loisir. Pour répondre à cette nécessité, le tourisme, qui est une des formes les plus saines et les plus agréables de la vie en plein air, doit être mis à la portée de tous pendant les week-ends et les vacances. »

Été 1936 : les premiers départs en vacances

Le « billet populaire de congés annuel » mis en place par Léo Lagrange est mis en vente dès le 3 août 1936.

560 000 salariés français ont profité de ce billet en

1936, ils seront 1,7 million en 1937.

Pour la première fois, les trains se succèdent, les quais débordent, les enfants s'impatientent, les parents gèrent les valises...

Est-ce que les juilletistes qui rejoignent les gares ce début juillet 2016 s'imaginent ce que pouvaient représenter ce départ en vacances de l'été 1936 ?

Les départs en vacances à l'occasion des congés payés de l'été 1936

<https://youtu.be/iVui0PLfd4>

© INA

Les familles bourgeoises affichent leur mépris pour ces ouvriers en « congés payés ». Ce déferlement populaire leur déplait et ils fuient les stations balnéaires qu'elles fréquentaient de génération en génération. Elles se liguent contre le Front populaire et son « ministère de la paresse ».

Il faudra attendre encore quelques années avant que les Français gagnent des semaines de congés supplémentaire : une troisième en 1955, puis une quatrième en 1962 et une cinquième en 1982.

Été 2016 : cinq semaines de congés payés... mais beaucoup ne partent pas en vacances

Pour les statistiques, on part en vacances quand on quitte son domicile au moins quatre nuits consécutives pour des raisons non professionnelles : partir une semaine à la campagne dans la famille vaut autant que quatre semaines en Floride ou qu'un séjour dans un hôtel à Antibes ou une croisière en méditerranée.

Si 80 % des cadres supérieurs partent en congés chaque année, c'est seulement 50 % des ouvriers. Et si on regarde de plus près chaque catégorie, on ne part ni aussi souvent, ni aussi longtemps, ni dans les mêmes conditions.

Un « budget vacances » pour une famille peut représenter plusieurs milliers d'euros : impossible pour la majorité des bas salaires (une semaine de location équivaut souvent au minimum à un demi-

SMIC) ou les petites allocations chômage, voire le RSA !

Un enfant sur trois ne part pas en vacances

Près de trois millions d'enfants ne partent pas en vacances chaque année en France. C'est le cas pour 5 % des enfants de cadres supérieurs contre 34 % des enfants d'ouvriers et 50 % des enfants des familles les plus modestes.

Un enfant sur deux vivant dans une famille aux revenus modestes – moins de 1 500 euros par mois – ne part pas en vacances.

Été 2016 : ceux qui ne partent pas en vacances sont invisibles !

Tout l'été, l'information sur les départs et les retours de vacances tournera en boucle : les autoroutes bouchonnent en centaines de kilomètres, les aires de repos font le plein, les automobilistes sourient ou colèrent et les commerces se frottent les mains.

Tout l'été, les chassés-croisés vont affoler les statistiques, on voit noir, rouge...

Tout l'été, la météo des plages nous entraînera sur le littoral.

Comme si tous les Français partaient en vacances, prenaient la route ou le train pour rejoindre une maison, un hôtel, un terrain de camping... et se préoccupaient des rayons de soleil, de la température de l'eau, etc.

Quel mépris de notre société pour ces millions de personnes !

Une manière d'externaliser sa responsabilité et de culpabiliser celui qui ne part pas : « C'est de mon fait, de ma responsabilité... »

Été 2016, le gouvernement « socialiste » commémore le Front populaire sans complexe bien qu'il s'attaque aux conditions de travail avec la Loi El Khomri depuis plusieurs mois.

Le pouvoir d'achat, préoccupation du gouvernement de 1936 n'en est toujours pas une pour celui de 2016. La précarité sociale, la pauvreté ont un bel avenir, partir en vacances ne risque pas de se développer et restera un privilège

d'une partie de la population.

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Total pourrait remettre en cause ses investissements en France après les grèves

Par latribune.fr - AFP- Reuters



Début juin, dans un document interne, le groupe avait évalué ses pertes à plusieurs dizaines de millions de dollars par semaine. (Crédits : REUTERS)

"Les clients, eux, n'acceptent pas que je leur dise que j'ai une force majeure à cause d'une grève en France", a expliqué Patrick Pouyanné, PDG du groupe pétrolier, dans le cadre des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

Le groupe pétrolier Total pourrait remettre en question des investissements prévus en France, notamment dans le plastique, après les récentes grèves contre la loi travail qui ont paralysé ses raffineries françaises, a indiqué samedi son PDG Patrick Pouyanné. "C'était un mouvement social totalement externe à l'entreprise. Il n'y avait pas une demande interne", a regretté M. Pouyanné, qui s'exprimait aux Rencontres économiques

d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône).

"J'ai un investissement à l'heure actuelle, un problème concret, qui consiste à pouvoir faire des plastiques de performance: on les fait soit en France soit en Belgique", a-t-il raconté. "On avait décidé, avant le mouvement, de les faire en France, et on remet tout sur la table. Parce que les clients, eux, n'acceptent pas que je leur dise que j'ai une force majeure à cause d'une grève en France", a noté le dirigeant, rappelant que son "job" est aussi "d'investir le capital là où il sera le plus efficace".

"J'avais un comité européen la semaine dernière et la discussion était assez intéressante entre ceux qui ont fait des efforts (à cause de la chute des prix du pétrole qui a fragilisé le groupe, ndlr), qui ont continué, et qui disent "mais pourquoi le management veut-il donc investir dans un pays où les gens prennent pendant un mois les outils en otage?", a expliqué Patrick Pouyanné. "On fait des efforts, très importants, pour tirer vers le haut l'industrie française, pour investir dans le raffinage français (...). Et quand vous voyez que tout d'un coup, tous les efforts que vous avez faits pendant trois ans sont mis à bas et qu'il y a une sorte de pacte (...) qui est cassé, moi j'ai un devoir qui est de me poser des questions", a expliqué M. Pouyanné.

"Ca ne veut pas dire que je n'ai pas envie d'investir, ça veut dire qu'il faut qu'on trouve les conditions, avec nos collaborateurs (français), pour savoir comment on peut travailler, mais on ne peut pas accepter d'être pris en otage comme ça pendant un mois", a-t-il insisté. Patrick Pouyanné avait déjà menacé le 24 mai de "réviser sérieusement" les investissements du groupe dans son activité de raffinage en France, en pleine restructuration pour la rendre bénéficiaire.

Total a par ailleurs confirmé samedi avoir engagé en mai un contentieux contre l'Algérie et sa compagnie pétrolière d'Etat, la Sonatrach, sur le partage des profits tirés du pétrole et du gaz. Selon Le Monde, qui a révélé l'information, Total et le groupe espagnol Repsol contestent la façon dont, au milieu des années 2000, l'Algérie a rétroactivement modifié à son avantage le partage de ces profits. "Les textes en Algérie ont évolué, c'est business as usual. On a essayé comme toujours d'abord de trouver un accord à l'amiable, on a échoué, on a convenu qu'on allait demander l'arbitrage", a déclaré à Reuters le PDG de Total, Patrick Pouyanné, en marge des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence.

III) Mitterrand, "tueur" du socialisme et son "fils" Hollande : le testament de Michel Rocard

Renaud Dély

Au soir de sa vie, rongé par la maladie, Michel Rocard s'était longuement confié, en mai 2015 puis en mars 2016, pour analyser les raisons de l'échec de la gauche au pouvoir, l'insoutenable légèreté de François Hollande et dévoiler le nom de l'assassin du socialisme : François Mitterrand.



Michel Rocard s'est éteint ce samedi 2 juillet à l'âge de 85 ans. -

Michel Rocard rassemble ses dernières forces. Il a les joues creusées, les yeux fixes. Il reprend sa respiration. Se crispe. Et lâche dans un souffle : « S'il faut désigner le tueur intellectuel du socialisme... ». Pause. Une lueur de défi illumine son regard. « Il s'appelle François Mitterrand ! » Il est plus de dix-neuf heures ce jeudi 28 mai 2015 et l'ancien Premier ministre en revient, encore et toujours, au sujet qui a empoisonné sa vie politique, François Mitterrand.

Rocard enfonce le clou : « C'est épouvantable. Nous gérons les conséquences de son mépris non seulement pour l'économie, mais pour la pensée à long terme. Il y a de quoi se flinguer ! Mais comme ce n'est pas dans mon tempérament, je suis toujours là... » Vaillant, combatif, courageux. Michel Rocard sait pourtant qu'il n'en a peut-être plus pour très longtemps. Deux heures plus tôt, il avait accueilli le visiteur par ces mots glaçants : « Je vais bientôt mourir... » (1) Puis, exhibant plusieurs pages de notes griffonnées de sa petite écriture nerveuse, il avait ajouté : « J'ai préparé

cet entretien car c'est sans doute ma dernière prise de parole publique... » Sacrée entrée en matière... Dans ce petit bureau encombré, niché au fond d'une petite rue du VIII^{ème} arrondissement de Paris, l'atmosphère est tout-à-coup lourde, pesante. L'émotion fige l'instant.

Michel Rocard se trompe, fort heureusement. Des entretiens, il en accordera bien d'autres au cours des treize mois qu'il lui reste à vivre. Jusqu'aux dernières semaines, jusqu'au dernier moment, le père de la « deuxième gauche » continuera de réfléchir, de dissenter, de discuter du sujet qui lui tenait le plus à cœur : le « socialisme démocratique », ses limites et ses bienfaits. Mais ce soir du printemps 2015, il est vrai que l'ancien Premier ministre, alors âgé de 84 ans, fait pâle figure. Sur son bureau s'entassent des piles d'analyses médicales. Autour de son cou, une petite alarme vibre à intervalles rapprochés. L'hôpital cherche à le joindre. Michel Rocard lutte contre le cancer. Il ne s'en cache pas. Sans même qu'on l'interroge, il raconte volontiers ce terrible combat qui ronge son quotidien.

La torture de Matignon sous Mitterrand

Et pourtant son visage s'illumine, son regard s'éclaire et son débit s'accélère dès qu'il est question de se pencher sur le sort de la social-démocratie. Les références se bousculent : Olof Palme, le leader suédois assassiné en 1986, son « vieux camarade » espagnol Felipe Gonzales, la rupture avec le marxisme du SPD allemand lors du congrès de Bad-Godesberg en 1959 mais aussi la création du RMI ou les accord de paix en Nouvelle-Calédonie lors de son passage à Matignon entre 1988 et 1991, les souvenirs s'entrechoquent et Michel Rocard reprend vie.

Seule l'évocation d'un nom rembrunit son visage : François Mitterrand... Son meilleur ennemi est mort presque vingt ans plus tôt, le 8 janvier 1996, mais Michel Rocard continue de régler ses comptes avec celui qui lui a gâché la vie publique, et même la vie tout court, celui qui lui a barré la route de l'Élysée. À cause de lui, Michel Rocard a souffert. Beaucoup. Souvent. Dès son ralliement au PS, en 1974, lors des Assises du socialisme, il a été moqué, méprisé, humilié. Son débit rapide et saccadé, son souci de la négociation et du compromis social, sa prise en compte des réalités économiques, tout chez lui était objet de railleries pour François Mitterrand le littéraire, le stratège cynique, l'ambitieux si sûr de lui et de son destin quand Michel Rocard, lui,

au fond, n'a jamais cessé de douter de lui-même. « C'est lui qui a détruit ma réputation auprès des journalistes, raconte-t-il ce jour de mai 2015. C'est Mitterrand qui ne cessait de leur répéter : 'Rocard, pffff... De toute façon, on ne comprend rien à ce qu'il dit !' ».

Ses trois années passées à Matignon sous la férule du grand homme, de 1988 à 1991, le pape de la « deuxième gauche » les a vécues comme une torture. Chaque mercredi matin, il arrivait à l'Élysée la boule au ventre pour son tête-à-tête avec le chef de l'État. Trente minutes plus tard, Michel Rocard en ressortait lessivé. Au plus profond de lui, cette séance d'humiliation hebdomadaire réveillait le souvenir lointain de ses terribles face-à-face avec son père, Yves Rocard, ce scientifique illustre qui n'a cessé de rabrouer son fils parce qu'il avait osé choisir la voie médiocre de la politique... Après avoir subi la foudre jupitérienne de Mitterrand, Rocard s'en allait retrouver les membres de son gouvernement qui le scrutaient et riaient sous cape en le voyant arriver au conseil des ministres, mine défaite, démarche incertaine, dans la foulée souveraine du président en majesté.

Mitterrand réincarné en... François Hollande

Un quart de siècle après, secoué de quintes de toux, épuisé par la maladie, Michel Rocard n'en démord pas. Il le répète inlassablement : le coupable, celui à cause duquel le malheur s'est abattu sur la gauche, celui qui la confine dans l'échec et l'impuissance au pouvoir, c'est François Mitterrand. Et le pire pour Rocard, c'est qu'au soir de sa vie, le cauchemar s'est répété lorsqu'il a vu François

Mitterrand revenir à l'Élysée réincarné en... François Hollande. Le vice de forme qui obère le quinquennat en cours depuis 2012, Michel Rocard l'a identifié d'une formule: « François Hollande est un fils de Mitterrand. Il est entré de plain-pied major de promo dans l'école Mitterrand dont le précepte principal était : 'Tout ce qui n'a pas de signification, de traduction électorale forte et proche, n'a aucune importance. Il ne faut s'occuper que de l'immédiat, gérer au jour le jour !' »

Ce jour de mai 2015, le prof Rocard corrige la copie de l'élève Hollande. La note est sévère : « Comme Mitterrand, le pauvre François a fini lui aussi par oublier l'économie non pas à cause d'une sorte d'ostracisme politique, mais parce qu'il fait partie de ces politiques incapables de distinguer ce qui est important et ce qui ne l'est

pas. » Aux yeux de Michel Rocard, François Hollande est l'archétype de cette génération de responsables politiques qui cèdent tout aux caprices des médias, à leur futilité, à leur légèreté. « Les politiques n'ont plus le temps, car ils subissent une pression de plus en plus terrible de la part des médias qui interdisent de parler de choses compliquées », explique-t-il. Son « copain François » comme il dit, l'amoureux de la presse, l'ami des journalistes, parle trop et trop vite, et n'agit non pas pour l'Histoire, mais pour contenter une poignée d'éditorialistes parisiens.

Pendant de la superficialité de l'action du président, son cynisme directement hérité, selon Rocard, de ce Mitterrand auprès duquel Hollande fit ses premières armes à l'Élysée et qui lui fit prononcer le 22 janvier 2012 désormais célèbre discours du Bourget que le chef de l'État porte comme une fardeau depuis son élection. « Mon véritable adversaire n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance », lança le candidat Hollande. Cette envolée lyrique est devenue son boulet de son quinquennat. Rocard hausse les épaules et soupire : « Pfff... Guy Mollet a fait douze discours de cet acabit et Mitterrand bien plus encore. Ce n'est qu'une écriture soignée, attentive et brillante de ce que les gens veulent entendre. Mais c'est extérieur à toute réalité. »

Rocard, pourfendeur jusqu'au bout de la culture de l'instant

Dix mois plus tard, le vendredi 25 mars 2016, dans le même petit bureau encombré du VIII^{ème} arrondissement de la capitale, Michel Rocard avait retrouvé un peu d'énergie lors de l'ultime entretien qu'il accorda à l'auteur de ces lignes. C'est peut-être cette vitalité retrouvée qui lui faisait regarder avec un peu d'indulgence le parcours de François Hollande dans cette interview publiée dans L'Obs. (2) Montant au créneau pour défendre la loi El Khomri, et la culture du contrat et de la négociation contre les « archaïsmes » du tandem CGT-Medef et la surenchère des « frondeurs », ultimes « partisans du « socialisme administratif », l'ancien Premier ministre accordait un grand mérite au chef de l'État au regard de son prédécesseur : « La différence avec Mitterrand, c'est que François Hollande est un honnête homme, ce que caractériellement Mitterrand n'était pas. Il est quand même plus sympathique ». Avant d'ajouter : « Mais il a ceci de commun avec

Mitterrand que c'est un homme de la culture de l'instant ». On ne se refait pas...

Se payer de mots pour ne pas regarder la réalité en face. Se laisser bercer par une douce euphorie lexicale plutôt que de mettre les mains dans le cambouis de la gestion pragmatique. Tel était le tragique destin historique de la gauche française aux yeux de Michel Rocard. Imprégnés d'un épais surmoi marxiste, les socialistes refusent de se mettre en danger intellectuellement. « Ils ne pensent pas, déplorait-il, parce que Mitterrand a interdit tout débat. Pour lui, les idées, c'était dangereux parce qu'elles peuvent potentiellement créer de la subversion. » Hibernatus de la pensée socialiste, Mitterrand a donc enfanté un disciple tout aussi rétif au débat d'idées, François Hollande.

Résultat, assénait Michel Rocard, « tout s'aggrave et on court à la catastrophe. En 2017, nous risquons de perdre dans des conditions électorales déplorables et pour longtemps ». Ce soir de mai 2015, le vieil homme reprend son souffle une dernière fois. Il réfléchit et glisse : « Et encore, une raclée aux élections, ce ne serait que la petite catastrophe » « Et la grande ? », lui demande-t-on. « Ce serait que tout cela finisse par un règlement de comptes dans la rue ! » Avec Michel Rocard, une certaine idée de la gauche, et de la politique, s'éteint.

(1) La scène est racontée dans « Frères ennemis, l'hyperviolence en politique », Renaud Dély et Henri Vernet, Calmann-Lévy, 2015.

(2) L'Obs, 7 avril 2016.



LAPRESSEENREVUE.EU

IV) « Si le gouvernement s'entête, je lui souhaite bon courage pour la rentrée ! »

entretien réalisé par C. B. Humanité Dimanche



Photo : AFP

Pour Jean-Claude Mailly, dirigeant de FO, la balle est dans le camp du gouvernement. Et la leçon du Brexit, à méditer.

HD. Comment réagissez-vous au caillassage des sièges de la CGT et de la CFDT ?

Jean-Claude Mailly. Je condamne, évidemment. Il est inacceptable de s'attaquer à des organisations syndicales, quelles que soient les divergences que nous pouvons avoir. CGT et CFDT ont déposé plainte, et elles ont raison. En période de mouvements sociaux, il est d'usage malheureusement de menacer les responsables syndicaux. Moi-même, je reçois régulièrement des courriers anonymes ou des SMS d'insultes... Mais il y a, en ce moment, un climat de violence particulier.

HD. À quoi attribuez-vous ce climat ? Mettez-vous en cause les outrances verbales du gouvernement ou du MEDEF ?

J.-C. M. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a des mots qu'on ne peut pas employer. Quand on traite les syndicalistes de « hooligans » ou de « terroristes », cela fait monter la tension. Pour ce qui est de l'attitude du gouvernement, elle est évidemment responsable du blocage actuel. Si le gouvernement avait accepté d'ouvrir un véritable espace de dialogue, il n'y aurait pas eu de manifestations. Nous avons identifié cinq points inacceptables dans le projet de loi : inversion des normes, médecine du travail, référendum d'entreprise, accords de développement de l'emploi et licenciements. Il est impératif de revenir sur tous ces chapitres. Les organisations syndicales ont demandé un rendez-vous à François Hollande, sans réponse pour l'instant. J'ai également suggéré au premier ministre de recevoir, sur une journée, toutes les organisations syndicales

en bilatéral, afin de réamorcer un dialogue social. À condition bien sûr que cela ne soit pas le prétexte à une opération de com.

HD. Le texte revient à l'Assemblée le 5 juillet . Comment envisagez-vous la suite ?

J.-C. M. Je vois deux scénarios. Première hypothèse, le gouvernement accepte de revenir à la table des négociations, afin de faire évoluer le texte en profondeur avant le passage au Parlement. Dans ce cas, nous pouvons envisager une sortie de crise par le haut. Seconde hypothèse, le gouvernement refuse de négocier et utilise le 49-3 pour faire passer son projet de loi à l'Assemblée nationale en juillet. Dans ce cas, je donne rendez-vous au gouvernement en septembre. Nous ne laisserons pas tomber.

HD. Vous prévoyez déjà des manifestations à la rentrée ?

J.-C. M. Ce sera à l'ensemble des organisations syndicales de fixer les modalités de l'action. On peut d'ailleurs envisager des initiatives ici ou là dès cet été. Si le gouvernement s'entête, je souhaite bon courage aux ministres pour la rentrée : quand ils se déplaceront en province, je peux vous dire qu'ils trouveront des comités d'accueil !

La balle est dans le camp du gouvernement et de l'Élysée. Ce débat prend une autre dimension, à la lumière de l'actualité récente. Que nous dit le Brexit ? Que de plus en plus de peuples européens rejettent les politiques menées par les gouvernements de l'UE. Or, j'inscris justement le projet de loi travail dans le cadre des politiques menées en Europe depuis plusieurs années. Il faut se rappeler que, l'année dernière, la Commission européenne recommandait de multiplier des dérogations dans les négociations collectives. C'est bien le cœur du projet de loi travail. Abandonner les pires aspects du texte serait une façon de répondre à la colère des peuples.

l'Humanité.fr

V) Loi Travail: Marie-George Buffet prédit un recours au 49-3 "dès mardi"



"Je suis de gauche et je veux une politique de gauche", affirme Marie-George Buffet. ©Patrick Kovarik/AFP

Marie-George Buffet estime, pour "FranceSoir", comme acquis un nouveau recours à l'article 49-3 pour faire passer la loi Travail qui sera examinée à partir de mardi en seconde lecture à l'Assemblée. Le gouvernement continu à choisir l'épreuve de force, dit-elle, et mène une "politique qui s'inscrit dans les sillons de celle menée par la droite".

La continuité, c'est maintenant. Oui, le gouvernement, "droit dans ses bottes", va utiliser l'article 49-3 pour faire passer la loi Travail dont l'examen en seconde lecture débute mardi 5 à l'Assemblée, prédit d'ores et déjà pour FranceSoir Marie-George Buffet. Une décision que l'ancienne ministre de Lionel Jospin "regrette" mais qui ne semble pas la surprendre.

François Hollande aurait ainsi "cédé" dès les premiers jours de son mandat et mènerait depuis une "politique libérale et austéritaire" aux antipodes de ses promesses de campagne. "Le gouvernement mène une politique qui s'inscrit dans les sillons de celle menée par la droite", dénonce ainsi la députée, qui confirme qu'elle préfère désormais miser sur Jean-Luc Mélenchon pour 2017.

Le gouvernement va-t-il recourir de nouveau à l'article 49-3 en seconde lecture du projet de loi Travail, de retour mardi 5 à l'Assemblée nationale?

"Oui, je pense que ce gouvernement est droit dans ses bottes. Leur attitude à la commission des Affaires sociales montrent qu'ils ne veulent pas bouger sur le fond et notamment l'article 2 (instaurant la "primauté de l'accord d'entreprise en matière de durée du travail", NDLR). Ils vont

en effet décider d'utiliser le 49-3 dès mardi. Le texte reviendra pour la lecture définitive le 18 juillet et donc je pense que nous aurons droit à un troisième 49-3".

"Je le regrette et je pense qu'il était possible de faire quelque chose à partir des propositions faites par les organisations syndicales, notamment sur cet article 2 et sur la médecine du travail ou les licenciements économiques. La CGT, FO et la CGC notamment font des propositions mais il y a un refus du gouvernement de bouger".

Des concessions ont pourtant été faites, par exemple les amendements sur l'article 13 visant à renforcer le rôle des branches justement pour apaiser les craintes sur la hiérarchie des normes...

"C'était une préoccupation des syndicats qui demandaient de renforcer le pouvoir des branches pour faire en sorte que les accords d'entreprises ne soient pas seuls maîtres. Mais ça ne résout pas la question du fond".

Ce conflit n'est-il pas la preuve par l'exemple qu'il y a bien deux gauches "irréconciliables" comme l'a affirmé Manuel Valls?

"Il n'y a pas deux gauches. Il y a un gouvernement qui mène une politique qui s'inscrit dans les sillons de celle menée par la droite: l'austérité, une plus grande flexibilité pour les salariés, etc. Et puis il y a des hommes et des femmes de gauche membres de différents partis, certains le PS, d'autres le PC, le PG, les écologistes... Eux disent: +on ne s'est pas rassemblés au second tour de 2012 pour faire élire François Hollande et voir mener une politique libérale et austéritaire+.

"Il y a une seule gauche qui se bat aujourd'hui contre cette loi Travail".

François Hollande mènerait donc une politique de droite?

"A peine élu, il a ratifié au niveau européen l'accord Sarkozy-Merkel (un traité de "discipline budgétaire" que François Hollande a échoué à renégocier comme il l'avait promis, NDLR). Ensuite il y a eu les cadeaux aux entreprises, le débat sur la déchéance de nationalité... Oui, il y a une continuité entre une politique menée par des gouvernements de droite et celui de Manuel Valls.

"Je refuse les termes +d'ultra-gauche+ ou de +gauche de la gauche+, comme Cambadélis l'a

employé. Ça ne veut rien dire: il y a des hommes et des femmes de gauche. Je suis de gauche et je veux une politique de gauche. Nous sommes quelques centaines de milliers dans ce cas, y compris à l'intérieur du PS. La gauche qui se bat, c'est la gauche".

François Hollande n'est donc pas de gauche?

"Ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit. Mais depuis qu'il a pris le pouvoir il a tout de suite cédé aux directives européennes et en faisant une politique qui ne va pas dans le sens de la +guerre à la finance+ promise au Bourget ou des salariés. Il a tourné le dos à ses promesses de campagne".

C'est pour cela que vous préférez soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon pour 2017?

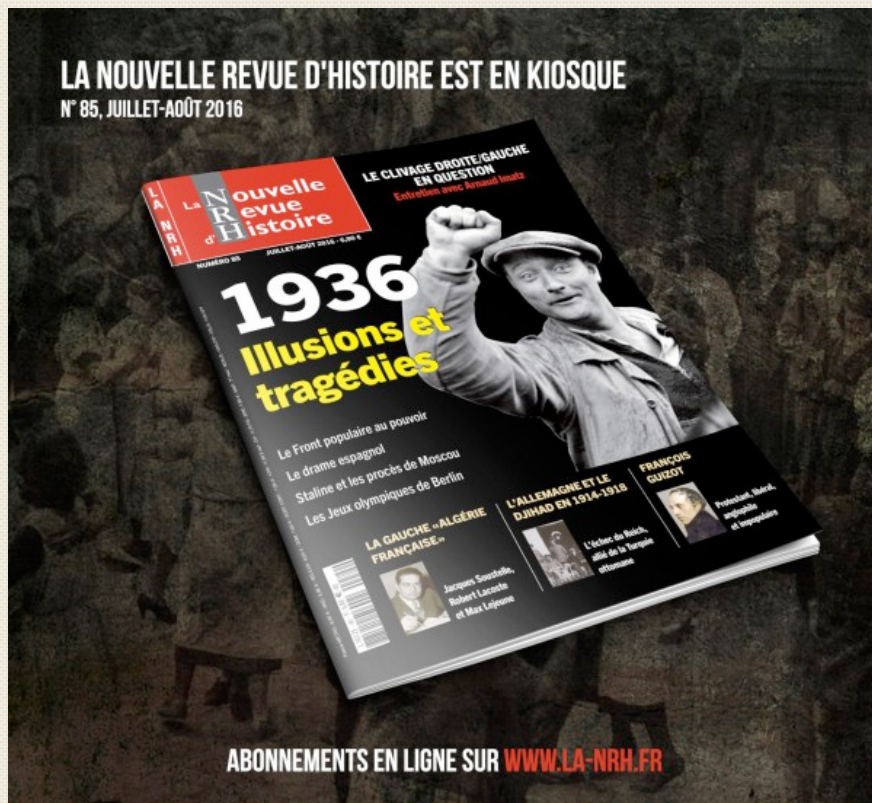
"J'ai dit que lors de la consultation organisée par le parti communiste français en novembre prochain, où il y aura sans doute plusieurs noms proposés au choix des communistes, je défendrai la candidature de Jean-Luc Mélenchon.

"On l'a vu en 2012, lui porte un programme intitulé +L'humain d'abord+ qui a été travaillé par l'ensemble des forces du Front de gauche donc je pense qu'il peut en effet porter très haut la gauche".



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) 1936, l'année du tournant, par Philippe Conrad



« 1936, l'année du tournant » est le titre de l'éditorial du n° 85 de la Nouvelle Revue d'Histoire qui vient de paraître. Le dossier de ce numéro daté de juillet-août 2016 : « 1936, illusions et tragédies ». Nous publions ci-dessous ce texte de Philippe Conrad, le directeur de la NRH.

Il est des moments qui voient l'histoire s'accélérer. L'équilibre politique et social qui, même imparfait, prévalait jusque-là se trouve remis en cause. Des mécontentements et des frustrations longtemps accumulés engendrent des crises inattendues. Les différends internationaux auxquels nul ne prenait garde s'aggravent subitement et débouchent sur des tensions menaçantes. Les peuples, hier encore confiants dans l'avenir, se mettent à douter ou craignent de voir la paix remise en cause. Autant de traits qui résument bien ce que fut l'année 1936.

Elle demeure dans la mémoire des Français comme celle du Front populaire, coalition électorale inédite née de la peur d'un « fascisme » largement imaginaire et des mécontentements engendrés par des politiques déflationnistes tournées en priorité vers le « sauvetage du franc ». La victoire, en février, du Frente Popular espagnol avait créé, même si la situation des deux pays apparaissait bien différente, un précédent inquiétant pour la paix civile.

Et si une moitié de la France se réjouit de la victoire obtenue par les partis de gauche, l'autre vit dans l'angoisse l'expérience entamée au lendemain des élections, au cours d'un printemps marqué par les grèves et les occupations d'usines. Les uns croient vivre alors l'aube de temps nouveaux qui verront l'ouvrier prendre une revanche si longtemps attendue, alors que les autres pestent contre la démagogie qui va fatalement affaiblir le pays au moment où la situation internationale se tend de manière inquiétante.

Les espoirs de révolution sociale se dissipent rapidement, les salariés mesureront les limites de leurs avantages nouvellement acquis et l'enthousiasme bon enfant qui entraîne initialement une partie des masses populaires se transforme vite en déception. Mais le sentiment d'une victoire demeure et va maintenir longtemps le souvenir des départs en vacances, première annonce d'une « société des loisirs » dont on attend impatiemment l'avènement, même si celui-ci ne surviendra que trente ans plus tard, à la faveur des « trente Glorieuses ». À l'inverse, rentiers et petits patrons sont les grands perdants d'une expérience dont les avancées sociales ont été rapidement payées par les dévaluations du franc.



La joie des vacanciers partis, en cet été 1936, « au-devant de la vie » ne peut non plus dissimuler les nuages qui s'accumulent dans le ciel européen. En mars, Hitler a remilitarisé la rive gauche du Rhin et Mussolini a achevé la conquête de l'Éthiopie. La crise rhénane a révélé l'isolement de la France et les limites d'une stratégie exclusivement défensive. Face à Hitler, les hommes de la IIIe République paraissent bien désarmés et les professions de foi « antifascistes » du gouvernement Blum sont largement incantatoires. Il soutient mollement le pouvoir républicain de Madrid, alors que la violence de la guerre civile espagnole prélude aux luttes qui déchireront l'Europe au cours de la décennie suivante.

En août, les Jeux olympiques s'ouvrent à Berlin et l'image pacifique et festive qu'entendent donner du Reich les dirigeants allemands entretiennent l'illusion que la paix demeure possible, que l'Europe peut échapper à un nouveau cauchemar. Pendant ce temps, à Moscou, les salves qui fauchent tous les dissidents, réels ou supposés, permettent à Staline d'établir un pouvoir sans partage.

Même s'ils les ressentent confusément, les Français, vite convaincus des limites de « l'expérience Blum » n'ont pas encore une claire conscience des menaces qui pèsent sur eux. L'effondrement de 1940 n'est certes pas acquis quatre ans plus tôt mais il eût sans doute fallu, pour le conjurer, des hommes lucides, animés par une volonté sans faille. Ils ne furent pas au rendez-vous au lendemain de cette période agitée de notre histoire, génératrice d'illusions et porteuse des tragédies à venir.

Philippe Conrad

fr.novopress.info

A Suivre...
La Presse en Revue

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette
année !

Toute l'équipe d'OverBlog est
heureuse de souhaiter un
joyeux anniversaire à votre
blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

LAPRESSEENREVUE.EU